



C'est pas le travail qui coûte cher... mais la rémunération du capital !

Le patronat ne désarme pas et multiplie les offensives contre les droits des salariés. Que ce soit en termes d'emplois, de salaires, de conditions de travail... le Medef met inlassablement en avant la « compétitivité des entreprises » et le soi-disant « coût du travail » trop élevé en France.

Rétablissons la vérité face à ces mensonges = **ce sont les salariés, par leur travail, qui créent les richesses !**

Pour justifier le reversement aux actionnaires de dividendes toujours plus importants, le patronat a pour stratégie d'affirmer que « *le travail coûte trop cher et nuit à la compétitivité* » et qu'il faut par conséquent réduire la part des salaires dans la répartition des richesses...

- Depuis la fin des années 80, les actionnaires gagnent chaque année 100 milliards de plus par rapport à ce qu'ils gagnaient en 1983.
- Aujourd'hui, la part des salaires dans la répartition des richesses est plus faible qu'à la sortie de la seconde guerre mondiale.
- Jusqu'au milieu des années 80, la part des dividendes représentait 5 % des richesses créées. Aujourd'hui, la part des dividendes représente 25 %.
- L'argent qui va aux actionnaires ne va pas aux investissements créateurs d'emplois : depuis 2005, la part des dividendes est supérieure aux investissements.

Dans le même temps :

- Le niveau de vie des Français, après avoir stagné en 2009, a connu en 2010 son plus fort recul (Insee). La situation sociale s'aggrave, on compte près de 400 000 pauvres supplémentaires tous les ans, portant le nombre de français pauvres à 10 millions.
- Le cap des 3 millions de chômeurs vient d'être dépassé... En réalité, ce sont près de 6 millions de personnes qui sont en sous-emploi et en précarité.

Dans le même temps :

- ☞ Les actionnaires du CAC 40 recevront pour l'année 2012... 38,3 milliards d'euros de dividendes selon les dernières estimations, soit + 5 % par rapport à 2011.
- ☞ Quant à 2013, les résultats s'annoncent encore meilleurs selon les prévisions.

Diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, créerait de l'emploi, permettrait de financer la protection sociale et aussi de diminuer les déficits publics.

Malgré cette réalité désastreuse pour les salariés, privés d'emploi, retraités, **le gouvernement envisage de baisser les cotisations sociales dites patronales de 30 à 40 milliards d'euros**. Cette baisse serait financée par plusieurs impôts : CSG, TVA, fiscalité écologique... Ce qui aura évidemment un impact sur le pouvoir d'achat des ménages !

Ce qui est mis en avant pour expliquer ce nouveau cadeau au patronat, c'est le « coût du travail » qui serait soi-disant trop élevé en France et qui pénaliserait l'emploi. Des allègements de cotisations qui viendront s'ajouter aux **175 milliards d'euros par an** de mesures fiscales et sociales dérogatoires déjà appliquées aux entreprises.

NON... ce n'est pas le soi-disant « coût du travail » qui pose problème... mais bien le « coût du capital » qui détruit massivement les emplois, qui maintient les salaires au plus bas, qui aggrave dangereusement les conditions de travail !

Agissons pour gagner sur nos revendications !

Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux :

- Porter le Smic à 1700 euros brut et réévaluer les grilles de salaires à partir de cette base dans toutes les branches professionnelles.
- Augmenter les pensions de retraite.
- Résorber les inégalités entre les femmes et les hommes.
- Revaloriser de 25 % les minima sociaux.
- Majorer les heures complémentaires (pour les temps partiels) au même taux que les heures supplémentaires.
- Doubler le paiement et récupérer les heures travaillées le dimanche.
- Remettre à plat les allègements de cotisations sur les bas salaires.

Protection sociale = il ne faut pas plus de taxes, ni l'augmentation de la CSG... mais plus d'emplois et de bons salaires :

- Garantir le droit et l'accès à la santé pour tous.
- Créer un service public de l'aide à l'autonomie.
- Rétablir le droit à la retraite pour tous à 60 ans associé à un bon niveau de pension.
- Reconnaître la pénibilité par un départ anticipé.
- Moduler les cotisations patronales en fonction des politiques d'emploi et de salaires.
- Remettre à plat l'ensemble des exonérations de cotisations.
- Prélever des cotisations sur toutes les formes de rémunération.
- Faire contribuer les revenus financiers des entreprises.

Le gouvernement doit prendre des mesures pour répondre à l'urgence de la situation.

Des milliers de suppressions d'emplois sont aujourd'hui annoncées par des groupes qui engrangent des bénéfices énormes reversés en très grande partie aux actionnaires qui eux ne connaissent pas la crise... tandis que les entreprises continuent à bénéficier d'innombrables exonérations et niches fiscales.

Sur l'emploi, il y a urgence !

Pour la CGT, il faut :

- Investir davantage dans la recherche et la formation des salariés.
- Conditionner les aides des entreprises à la création d'emplois.
- Interdire les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices.
- Accorder des droits nouveaux d'intervention dans les comités d'entreprise.
- Augmenter les cotisations patronales sur les emplois précaires.
- Moduler les cotisations sociales en fonction de la politique en matière d'emploi et de salaires de l'entreprise.

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui pour sortir de la crise, ce n'est pas de plus d'austérité et de rigueur qui ne font qu'aggraver le chômage et la misère... mais d'une politique de l'emploi ambitieuse et d'une autre répartition des richesses créées !

Pour peser plus fort... Soyons beaucoup plus nombreux à être syndiqués à la CGT.